

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 248. — 10 JUILLET 1965



(Photo A.D.P.)

Maurice COUVE DE MURVILLE

A BRUXELLES IL FUT LE PORTE-PAROLE DE "MA SOVERAINETÉ"

*C'est le terrain
choisi par de Gaulle
pour préparer les
élections présiden-
tielles...*

*... tant pis pour
les agriculteurs
français.*

(Page 3.)

**LE P.S.U. JUGE LE PROJET D'AMÉNAGEMENT
DE LA RÉGION DE PARIS**

(Pages 4 et 5.)

ECHOS POUR LA CANDIDATURE UNIQUE DE LA GAUCHE

• Isère. — Grenoble

Une réunion constitutive doit se tenir le 7 juillet à la mairie de Saint-Martin-le-Vinoux pour la formation d'un comité appuyant l'initiative Vilar et qui grouperait des représentants du P.C., du P.S.U., des syndicats et des personnalités locales.

• Cher. — Saint-Florent

Grâce à l'activité de notre camarade Duchereux, conseiller municipal, des représentants locaux du P.C.F., du P.S.U., de l'U.N.E.F., des organisations syndicales, du Comité de Paix, se sont réunis le 28 juin. Ils ont décidé de lancer un appel à toutes les organisations démocratiques et à toutes les personnalités républicaines en vue d'étudier les grandes lignes du programme commun que devra s'engager à réaliser le candidat unique de

la gauche à l'élection présidentielle afin d'éviter les erreurs du gaullisme et celles de la IV^e République...

• Loir-et-Cher. — Blois

Un comité de soutien à la candidature unique est désormais créé. Un appel axé sur un programme a été lancé par une quarantaine de personnes appartenant à des organisations diverses : F.E.N., S.G.E.N., C.F.D.T., C.G.T., F.O., P.C., P.S.U. Des contacts officiels doivent maintenant être pris avec les responsables officiels des partis de gauche et des syndicats.

— Nous attendons d'autres renseignements, en particulier sur l'Yonne et l'Aube. Il n'y a pas de temps à perdre. Que toutes les initiatives intéressantes se fassent connaître. T.S. leur fera écho.

MARSEILLE

Le colloque pour la candidature unique de la gauche

Depuis des semaines, trois hommes se sont dépensés sans compter pour rendre possible la tenue de ce colloque : Daniel Matalon, animateur du « Rassemblement des Socialistes et Démocrates de Gauche », Lazzarino, secrétaire de la Fédération communiste des Bouches-du-Rhône et Marcel Leforestier, secrétaire fédéral du P.S.U. Proposer une telle réunion dans la ville qui a Gaston Defferre pour maire, n'était-ce pas une gageure ? Mais

c'est précisément à Marseille qu'avait été ressenti le plus nettement, à propos des dernières municipales, ce qu'est un « regroupement centriste » et sur quelles forces il s'appuie infailliblement. C'est aussi à Marseille que, face à cette combinaison réactionnaire, le réflexe unitaire de la gauche avait été le plus net.

La réussite du colloque a tenu d'abord au nombre des participants

(plus de 200), malgré la chaleur de ce samedi étouffant. Elle a été due aussi à l'éventail fort large des organisations représentées : des communistes, des P.S.U., des socialistes exclus de la S.F.I.O., mais aussi des militants de la C.G.T., de Force Ouvrière, de la F.E.N., du S.N.I., de l'U.N.E.F.

Surtout, la discussion a été réelle et l'unanimité finale n'a pas marqué les divergences de cette gauche qui se cherche, mais admettait de discuter franchement des obstacles que rencontre encore l'unité. On vit les délégués du P.C. défendre la solution d'une « alternative démocratique » très large, tandis que ceux du P.S.U. et de l'U.N.E.F. insistaient sur la nécessité de présenter dès maintenant des solutions socialistes. On discuta âprement sur les conditions de l'élaboration et du contrôle du plan, pour que celui-ci soit véritablement démocratique. Les communistes ne convainquirent qu'une partie de l'assistance de la nécessité de se référer à « l'indépendance nationale » ; le P.S.U.

réussit à faire prévaloir une prise de position contre les « blocs militaires ». Ceci dit, il y avait ce sur quoi tous étaient d'accord : la condamnation sans équivoque du gaullisme et du centrisme ; la priorité à accorder au programme, non un catalogue, mais une plate-forme limitée à 4 points (institutions, politique économique, enseignement, politique internationale) ; l'idée que ce colloque était un point de départ ouvrant une discussion qui devra se poursuivre à tous les échelons.

Ainsi, c'est de Marseille que, finalement, vient le bon exemple !

Marc Heurgon

Dans la délégation P.S.U., on notait, outre Marcel Leforestier et Bancel, des Bouches-du-Rhône, Streiff, secrétaire de la section de Nice, Janin, Liéger et M. Maulet de La Seyne et de Bandol, Marcel Pénin (C.P.N.) d'Alès, et Jacques Compère (C.P.N.), adjoint au maire de Nîmes, Reymond, conseiller général des Basses-Alpes.

Résolution adoptée à l'unanimité par le colloque de Marseille - 3 juillet

— Conscients des conséquences néfastes de la politique du régime de pouvoir personnel pour les masses laborieuses, pour le présent et pour l'avenir de la nation,

— Considérant qu'il est nécessaire et indispensable d'offrir au pays, pour l'opposer à la candidature du général de Gaulle et à sa politique, une autre politique et d'autres méthodes de gouvernement,

— Considérant qu'il est nécessaire de dénoncer toutes les tentatives d'inspiration centriste et autres variantes réactionnaires,

— Considérant, pour permettre la mobilisation de tous les citoyens désireux de s'opposer :

— à la dégradation progressive des institutions démocratiques,

— à la baisse du niveau de vie des travailleurs,

— aux insuffisances des investissements productifs,

— à une politique de fausse grandeur nationale, basée exclusivement sur le prestige d'un coûteux et dangereux armement atomique,

qu'il faut présenter aux électrices et électeurs un programme clair et précis opposant à la candidature d'un seul programme commun et un candidat commun aux forces de gauche, que l'accord de toutes les organisa-

tions politiques, syndicales et démocratiques se réclamant de la gauche peut se réaliser,

— Les participants au colloque régional, après en avoir très longuement débattu et à la suite d'une large confrontation, se sont mis d'accord sur le programme minimum ci-annexé.

Ce projet ne représente que le canevas et souligne les grandes lignes de ce qui peut être un programme de gouvernement applicable après l'élection du nouveau Président de la République.

Les partis, organisations, élus et personnalités décident de transmettre la présente résolution à toutes leurs directions nationales.

Ils souhaitent que ce texte soit étudié et recueilli, après discussion, l'assentiment de la majorité des populations de nos villes et de nos campagnes — discussions pouvant être concrétisées par l'envoi de résolutions aux directions nationales des divers partis, organisations et mouvements démocratiques.

Ainsi, pourra s'agrandir et s'affirmer la volonté qui a marqué ce colloque.

Ainsi, pourra être créé le vaste courant populaire permettant d'offrir une alternative de gauche au pouvoir personnel.

Communiqué régional du P.S.U.

Les représentants des Fédérations P.S.U. des régions de Provence-Languedoc (Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-Maritimes, Basses-Alpes, Gard) se sont réunis à Marseille le 3 juillet 1965.

1^o — Ils ont constaté que l'échec de l'opération centriste de Gaston Defferre a levé l'hypothèque que faisait peser sur l'élection présidentielle la tentative d'unir artificiellement, sur le nom d'un homme, des forces qui ne peuvent défendre des options communes. Il est désormais nécessaire que les forces de gauche débattent entre elles et sans exclusive, du programme qu'elles opposeront en commun au gaullisme, puis qu'elles choisissent ensemble le candidat qui sera le porte-parole de la coalition de gauche.

2^o — Dans cette perspective, le colloque régional de l'Union des forces de gauche, réuni le 3 juillet, à Marseille, est une initiative importante ; elle prolonge celle du Comité Jean-Vilar pour une candidature uni-

que de la gauche ; elle s'inscrit dans le cadre des appels lancés depuis des mois par le P.S.U. Le Parti Socialiste Unifié ne pouvait qu'apporter son soutien à une telle tentative.

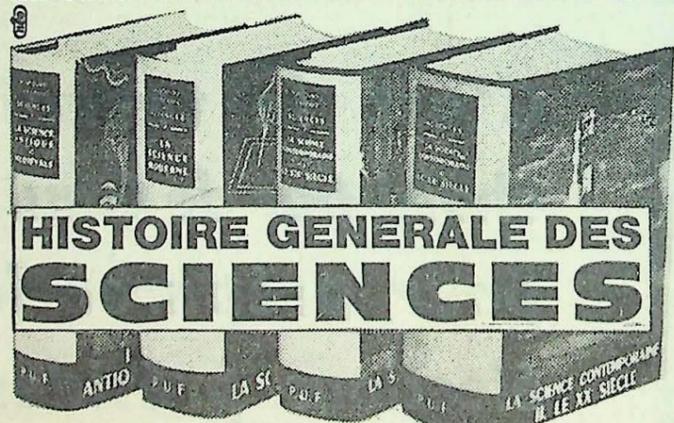
3^o — Le projet de programme adopté à Marseille ne marque nullement un aboutissement, mais au contraire un point de départ. Il est bien évident que, sur de nombreux points, ce programme ne donne pas satisfaction au P.S.U. Il est non moins évident que la poursuite d'une franche discussion sur les quatre éléments de plate-forme retenus doit se poursuivre à l'échelon des entreprises, des quartiers et des villages de la région Languedoc-Provence. La création de comités pour la candidature unique de la gauche fournira le cadre de telles discussions. Le P.S.U. invite ses militants à prendre toutes les initiatives nécessaires pour aider à la création et au développement de tels comités qui seront seuls de nature à provoquer la mobilisation populaire sans laquelle il n'y aura pas de victoire contre le gaullisme.

RÉUNION DE TRAVAIL DE LA RÉGION DU LANGUEDOC

Dimanche 4 juillet, à Béziers, les délégués des Fédérations des Pyrénées-Orientales, de l'Aude, de l'Hérault et du Gard ont longuement étudié les problèmes économiques de la région. Marc Heurgon représentait le Bureau national. Sur le triple

plan de l'agriculture, de l'industrie et du tourisme, la situation a été analysée dans chacun des départements. Les bases d'un contre-plan régional ont été jetées. On se retrouvera en octobre pour faire le point des travaux effectués durant l'été.

un outil de haute culture accessible à tous



pour 22 F par mois.

Quelques opinions
"Cet excellent ouvrage de bibliothèque que est... Indispensable à tous ceux qui veulent rester au courant de l'évolution des sciences modernes. (SCIENCE ET AVENIR). - "Livres utiles et nécessaires aussi bien pour les adultes que pour les étudiants" (LA PRESSE MÉDICALE) - "...destiné à tous les publics, du profane au spécialiste" (LES LETTRES FRANÇAISES) - "Cette œuvre fait honneur à notre pays et doit être comptée parmi le petit nombre de livres de base d'une bibliothèque bien composée" (LES ÉTUDES).

Indispensable à tous ceux - savants, ingénieurs, médecins - qui ont approfondi une discipline scientifique et qui se doivent d'en connaître l'histoire, voici une grande œuvre collective qui a sa place également marquée dans la bibliothèque de toute personne cultivée, même de formation bien différente. Car elle retrace dans des termes que tous peuvent comprendre, une extraordinaire aventure qui nous concerne tous : celle de l'esprit humain, conduit de découverte en découverte, depuis les formules empiriques des arpenteurs ou des médecins de l'ancienne Égypte jusqu'à la maîtrise de l'atome et du cosmos. Sous l'égide des célèbres PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 100 érudits et savants - parmi lesquels on relève des noms aussi prestigieux que ceux de L. et M. de Broglie, J. Rostand, G. Bachelard, Dupont-Sommer, etc. ont réalisé cette œuvre présentée en 4 forts volumes 18 x 24, reliés pleine toile sous jaquette couleurs, totalisant plus de 3.000 pages et illustrés de 208 planches hors texte et de 138 figures : I - La Science Antiquité et Médiévale, II - La Science Moderne, III & IV - La Science Contemporaine. L'ensemble vous est adressé franco par la Librairie PILOTE au prix réduit de 200 F (ou 3 mensualités de 69 F ou 10 mensualités de 22 F) et avec le DROIT DE RETOUR qui vous permet, si vous êtes déçu, de renvoyer le colis dans les 5 jours. Mais hâtez-vous d'adresser le bon de commande ci-dessous car ces prix exceptionnels ne pourront être maintenus lorsque le tirage actuel sera épuisé.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris VII^e

Veuillez m'adresser pour examen l'HISTOIRE GÉNÉRALE DES SCIENCES. Si je ne vous renvoie pas dans les 5 jours les 4 volumes dans leur emballage d'origine, je vous réglerai 200 F comptant en 3 mensualités de 69 F en 10 mensualités de 22 F.

Nom

Adresse

Profession

N° de C.C.P. ou bancaire

Signature

T.S. 7

A TRAVERS LA CRISE DU MARCHÉ COMMUN, DE GAULLE PREPARE :

- **Dramatisation nationaliste pour la campagne présidentielle**
- **Un délai pour mettre la France au régime de l'austérité**

UN prétexte : voilà ce qu'a été pour la diplomatie gaulliste le désaccord sur le financement de la politique agricole européenne. Un prétexte pour ouvrir une crise souhaitée, voulue.

Dans la nuit du 30 juin, M. Couve de Murville offrit d'abord — il était minuit — d'abandonner la présidence de la conférence de Bruxelles. Ses collègues, les ministres des cinq autres pays du Marché commun, le prièrent de continuer à présider : cette petite cérémonie se nomme, dans le vocabulaire diplomatique, « bloquer le calendrier ». La séance du 30 juin allait se prolonger le 1^{er} juillet — et au-delà, autant qu'on le voudrait. C'était un artifice permettant de tourner l'ultimatum posé par le gouvernement français, à savoir qu'un règlement financier agricole devait être élaboré au plus tard ce 30 juin.

Mais, deux heures plus tard, M. Couve de Murville déclarait qu'il était inutile de poursuivre la discussion. Contretemps ? Difficulté qui pourrait être résolue par des concessions, par un compromis que la Commission européenne (l'organe exécutif du Marché commun) se réservait de mijoter ? Non. La manœuvre commençait. Une manœuvre à l'échelle de l'Europe et des rapports Europe-Amérique (peut-être aussi des rapports Est-Ouest), dont nous voyons sans doute seulement les premiers épisodes.

Au cours de la discussion de Bruxelles, les intérêts italiens s'étaient opposés directement aux exigences françaises. Puis, l'Allemagne fédérale changea de camp, ralliant l'opposition italo-hollandaise. Apparemment, le calcul était le suivant : l'agriculture française a un intérêt si évident à un accord sur le point en discussion, il est tellement clair que le règlement financier équivaut à la subventionner par priorité — que la France cédera.

Or c'est le contraire qui était vrai. Non que l'agriculture française ne doive pas être la grande bénéficiaire d'un marché commun agricole. Elle le sera en effet. Mais de Gaulle s'appropriait en réalité à remettre en cause tout le processus de l'unification entre les Six du Marché commun. Du prétexte qui lui a été ainsi fourni, et de la crise qu'il va organiser à partir de là, il tirera tout le parti possible.

Les premières mesures décidées par le général pour bloquer l'ensemble du mécanisme européen n'ont rien d'improvisé. Voici bientôt deux mois, les ministres furent avertis qu'ils n'avaient pas à faire le voyage de Bruxelles sans motif sérieux et sans y être dûment mandatés. C'était l'annonce de ce qui allait être mis en scène à la faveur du désaccord agricole : un boycott destiné à mettre le Marché commun en hibernation.

Maintenant, le représentant permanent français auprès de la Communauté économique européenne ne siège plus. Son siège sera occupé par un fonctionnaire pratiquement muet. Les réunions d'experts sont boycottées. Les conférences entre ministres sont décommandées. Tout est mis en œuvre pour activer et dramatiser la crise. Pourquoi ?

La manœuvre est à plusieurs fins :

1 C'EST D'ABORD UNE MANŒUVRE PRE-ELECTORALE. — La crise européenne qui vient d'éclater est une part importante de l'opération plébiscitaire nommée **élection présidentielle**. Le général de Gaulle a ouvert sa campagne électorale à Bruxelles, le 1^{er} juillet, à 2 h. du matin. Cette campagne aura pour thème, implicite ou explicite : choisissez entre la France et l'étranger, entre l'intérêt français et ce qui lui est contraire. Le climat est créé en faveur d'un réflexe d'égoïsme national.

Cela étant, il n'y aura pas d'inconvénient majeur à ce que la crise se prolonge. Le plébiscite du 5 décembre serait alors un plébiscite pour la France incomprise, jalouse, attaquée, menacée.

Mais si les partenaires du Marché commun se résolvent à des concessions si grandes qu'il ne soit pas possible de prolonger la crise, ces concessions seront bienvenues. De Gaulle se prévaudra de son intransigeance : il suffisait que la France s'affirme pour qu'elle impose sa volonté. Et les Français qui, dans l'ensemble, ne sont pas anti-européens se sentiront rassurés après avoir été inquiets. Entre-temps on y aura gagné les plus grandes concessions possibles.

A travers la péripétie de Bruxelles, c'est une dramatisation nationaliste de l'élection présidentielle que poursuit le gaullisme. La crise européenne est un moyen de politique intérieure française.

2 UN COUP D'ARRET A LA « SUPRANATIONALITE ». — Cette crise européenne est aussi, pour le gaullisme, le moyen le plus sûr d'ajourner « sine die » le développement supranational de la Communauté européenne.

C'est à la fin de l'année que la pratique du vote majoritaire devait commencer à se substituer à la règle de l'unanimité — c'est-à-dire au droit de veto exercé par les gouvernements nationaux. Il est désormais certain que le gaullisme usera de la crise actuelle pour éviter que le pas soit franchi.

Le traité de Rome entrera ainsi dans une ère de révision et de transformation en conformité avec la conception gaulliste de l'Europe des Etats.

3 ECHEC A LA DEMOCRATISATION. — Entre le gouvernement français et la Commission du Marché commun (appuyée par les Pays-Bas et d'autres partenaires), une première passe d'armes vient d'avoir lieu à ce sujet. Il s'agissait de savoir si le budget de la Communauté serait soumis à un contrôle parlementaire normal.

Au point où l'on en est de la construction de l'Europe à Six, le problème du contrôle démocratique — qui ne peut être exercé pleinement que par un Parlement commun élu au suffrage universel — va surgir constamment.

Ce contrôle, le gaullisme le rejette, bien qu'il ait des chances de faire entendre une volonté populaire d'indépendance, en particulier devant l'envahissement des capitaux américains. Il n'en veut pas parce que la volonté populaire européenne donnerait à l'unification les seules assises qui puissent assurer la victoire contre les Etats nationaux.

4 RENVOI DU « KENNEDY ROUND ». — L'hibernation de la Communauté européenne rend impossible la grande négociation avec l'Amérique. Cela n'empêchera pas les six Etats d'être exposés à l'anarchique intrusion des capitaux américains. Mais la protection commerciale du Marché commun — France comprise — restera intacte. Cette protection, la politique économique du gaullisme la rend nécessaire, comme elle rend nécessaire le brusque freinage de l'unification. Là encore, la crise actuelle sera un prétexte.

A son tour, la crise suscitée et organisée par le pouvoir servira à justifier une politique économique dont on peut deviner les grandes lignes.

La réalité fondamentale qui explique le nouveau comportement européen du gaullisme est en effet que la France n'est pas prête à affronter la compétition économique prévue par le Marché commun. Il lui faut plusieurs années de répit pour abaisser les coûts de production, investir, moderniser, élever la productivité.

On aurait pu imaginer que la France s'en explique franchement. Mais la franchise n'est plus dans le style du régime. Ni dans ses relations avec les autres pays, ni dans ses rapports avec la nation.

La voie probable pour l'effort héroïque en vue d'une élévation du rendement économique est indiquée par l'opération de « stabilisation », qui n'apparaîtra sans doute bientôt plus que comme un prélude anodin. Après la stabilisation, l'austérité. C'est le seul moyen qui soit dans la logique du régime actuel pour rattraper un retard économique qui était déjà grand il y a sept ans, mais qui s'est encore accru depuis.

Paul Parisot.

8 jours après la parution des textes officiels

LE P.S.U. EXAMINE LE PROJET D'AMÉNAGEMENT DE LA RÉGION DE PARIS

Au cours de la conférence de presse organisée par les Fédérations de la Région Parisienne du P.S.U., le 2 juillet, les animateurs du parti ont voulu apporter un jugement sur certains aspects du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la Région de Paris. Il ne s'agissait nullement, une semaine après la publication du texte officiel, de proposer un contre-projet, mais de préciser la valeur réelle et la portée exacte du document établi par les pouvoirs publics.

Bien entendu, l'analyse du document a permis, cependant, de formuler quelques propositions concrètes dans le cadre de la politique que le P.S.U. préconise.

Il nous a paru intéressant de reproduire, dans nos colonnes, quelques passages de cette conférence de presse, dont le succès n'est pas négligeable pour l'audience du parti tout entier

Le projet

Le Schéma directeur est maintenant assez connu, surtout des représentants de la presse, pour que nous nous bornions à en rappeler ici les grandes lignes : quatorze millions d'habitants en l'an 2000 dans la région parisienne (si les grandes villes de province doublent ou triplent), à qui il faudra procurer un logement, du travail et des moyens de se cultiver, de faire du sport ou de se distraire. Pour cela, le Schéma préconise : la création de huit villes nouvelles, installées sur des axes sud-ouest qui orienteront la région parisienne vers la Normandie et la mer, un important réseau de transports (900 kilomètres d'autoroutes, 260 kilomètres de réseau express régional (R.E.R.), deux millions d'emplois nouveaux, la zone urbanisée actuelle (1.200 km²) passant progressivement à 2.200 km², tandis que bois, zones agricoles et rives de fleuves seraient protégés.

I. — Remarques sur certains aspects du schéma

Un aspect positif. — Ce schéma comporte un aspect positif qu'il serait peu sérieux de négliger. Il oriente de façon relativement précise l'aménagement de la région pour les trente-cinq prochaines années et constitue un effort pour sortir de la « pagaille » actuelle. Le chiffre de quatorze millions d'habitants, qu'on le veuille ou non, paraît une hypothèse raisonnable (nous sommes aujourd'hui plus de neuf millions) et implique même une décentralisation réelle et non la caricature de décentralisation à laquelle on assiste depuis plusieurs années. Les idées avancées sur la nécessité de fournir à la population plus d'espace et de confort et leur formulation témoignent de la part des techniciens qui ont rédigé les documents accompagnant la carte au 100.000^e de préoccupations généreuses, non exemptes malheureusement d'un certain verbiage, sinon de volontés clairement exprimées. Le principe de villes nouvelles est acceptable et l'implantation des logements nouveaux autour de centres organisés est sans nul doute préférable à l'anarchie actuelle ou aux grands ensembles inhumains.

Mais sept aspects dangereux ou négatifs :

1. Les villes nouvelles sont très proches de l'agglomération, surtout si l'on note que, pour 1985, on envisage des populations de 35 à 100.000 résidents pour toutes les villes situées à proximité de Paris, alors que la « pointe avancée » du schéma — Sud de Mantes — n'en compterait que 5.000. Ce fait, ajouté à la reconstruction de la banlieue (centres secondaires) peut faire craindre que le développement en « tâche d'huile » ou en « doigts de gant » ne continue, si des réglementations très strictes n'interdisent pas de combler « les vides » envisagés entre les cités nouvelles.

2. Freiner l'urbanisation au Nord, à cause de l'aérodrome de Roissy-en-France, alors que l'auto-route du Nord s'y dirige, est quelque peu utopique ; il en est de même vers le Sud, à la hauteur de Boissy-Saint-Léger, terminus du R.E.R.

3. Aucune orientation n'est indiquée pour le calendrier des travaux à entreprendre alors que l'Est, par exemple, devrait être aménagé en priorité, du moins pour les infrastructures ; de même, aucune recommandation précise n'est formulée sur la nécessité de trouver des formules propres à inciter la création d'emplois préconisée, les villes nouvelles ris-



(Photo Kagan.)

Georges Gontcharoff : il a illustré, par des propositions concrètes, la lutte politique que mène partout le P.S.U.

quant de rester longtemps des communes dortoirs ; de plus, on prévoit 100 à 120.000 logements construits par an, alors qu'il en faudrait au moins 150.000.

4. Aucune précision n'est fournie sur la façon dont pourront être réalisées les villes nouvelles : Qui les concevra ? Qui les prendra en charge ? S'il s'agit de refaire des « villes » uniquement conçues par des architectes se disant urbanistes, on verra de nouveaux Sarcelles un peu partout.

5. Ce schéma vient trop tard : en effet, son application après des années d'un « urbanisme de dérogations » (M. Pompidou le reconnaissait lui-même : 80.000 permis de construire ainsi délivrés en cinq ans), se heurtera à mille difficultés, tant sur le terrain qu'en raison d'un certain état d'esprit. De plus, il « sort » après la loi sur la réorganisation de la région parisienne — dont on connaît les intentions politiques. Fondé, lui, plus valablement sur des observations économiques et géographiques, le Schéma directeur est parfois en contradiction avec cette loi. La cité de Tigéry-Lieusaint est à cheval sur deux départements (Tigéry est dans l'Essonne et Lieusaint en Seine-et-Marne), de même pour l'ensemble « Bry-sur-Marne - Noisy-le-Grand »,

la première commune est dans le Val-de-Marne, la seconde en Seine-Saint-Denis.

— ... mais aussi trop tôt (si l'on peut dire), dans la mesure où, ne serait-ce que pour les huit métropoles régionales prévues en province, il n'existe aucun document analogue sauf pour la région lyonnaise. Cela peut « faire peur » aux provinciaux et les projets de Paris risquent d'attirer de nouveaux migrants qui craindront de perdre une chance de participer à ce « Paradis que l'on nous raconte », comme disaient récemment les représentants de la C.F.D.T. A force de parler de l'expansion d'une région, on finit par l'accroître au lieu de la freiner.

6. Paris est « oublié » et pourtant ce schéma ne se conçoit qu'en fonction du rôle de capitale qu'il continuera d'assumer. Pour l'instant, il n'y a pas de véritable plan directeur de Paris.

7. Les centres urbains, lieux de rencontres, comme les liaisons, malgré l'importance du réseau de transports en commun, sont conçus pour des hommes qui « font des affaires », se déplaçant en voiture et n'ont d'yeux que pour l'évolution américaine, alors que les travailleurs de la région parisienne savent (et la C.F.D.T. l'a souligné de façon fort judicieuse) les difficultés auxquelles se heurtent la plupart d'entre eux pour se déplacer et se rencontrer.

C'est, en fait, en ce domaine, un schéma davantage fait pour les privilégiés que pour la grande masse des travailleurs.

II. — Sa valeur et sa portée

Ces constatations nous amènent à une série de critiques beaucoup plus importantes et qui portent sur les conditions mêmes d'élaboration et d'application de ce schéma, qui dépassent largement le cadre du district et de la région parisienne.

1. Un procédé antidémocratique. — Les élus, comme plusieurs organismes autorisés, ont déjà souligné suffisamment l'aspect antidémocratique de la préparation de ce document pour que nous ne nous y attardions pas. Il s'agit d'un schéma élaboré dans le secret (tout relatif) des bureaux d'études et des services du gouvernement et plus ou moins imposé à la population. Les maires de la région parisienne n'en ont eu connaissance que par l'intermédiaire des Zones d'Aménagement différé (Z.A.D.) qui leur ont été soumises sans explications suffisantes. Cela, soi-disant, pour accélérer le processus, mais en fait pour éviter la confrontation des projets administratifs et des besoins de la population. De plus, sans valeur juridique, le schéma directeur, orientation pour la révision du C.A.D.O.G., devra être confronté avec l'opinion publique lorsque cette révision sera faite et le « temps gagné » sera vite perdu. Alors qu'il eût été si facile de soumettre, il y a plusieurs mois, aux représentants de la population, quelques grandes options et de les infléchir en fonction des remarques qui auraient pu être émises.

2. Les villes nouvelles proposées seront soumises à un régime particulier et M. Delouvrier a indiqué qu'il était envisagé de créer des délégations administratives spéciales, émanations du pouvoir qui déposséderont les élus, quelles que soient leurs appartenances, des prérogatives que le suffrage universel, toujours en vigueur, sauf erreur, leur a accordées.

3. Le miroir aux alouettes. — Il y a plus grave encore et, dans l'état actuel des choses, ce schéma directeur est un véritable « miroir aux alouettes ». Comment pourra-t-il être modifié et appliqué, si tant est qu'il soit autre chose qu'une opération publicitaire à la veille des élections présidentielles ?

Les élus du Conseil d'Administration du District (14 membres nommés et 14 réellement élus, l'U.N.R. pos-

sédant quinze postes sur ce total) pourront prétendument donner un avis après consultation du Comité Consultatif économique et social (55 membres dont 15 représentants des syndicats seulement) mais, outre que la majorité du Conseil d'Administration ne paraît guère portée à critiquer le gouvernement, le schéma est déjà approuvé par les divers ministères et il est peu probable qu'on le remette en cause ; c'est dire le côté démocratique de l'affaire...

Il représente en travaux (autoroutes, R.E.R., parcs de sports et de loisirs, plans d'eau, etc.), plusieurs dizaines



(Photo Kagan.)

Claude Bourdet : au Conseil général de la Seine, il lutte contre la spéculation foncière

des milliards de francs nouveaux. Conçu dans le cadre de l'aménagement national du territoire, il suppose des investissements du même ordre dans huit métropoles régionales, auxquels s'ajoute l'équipement des autres villes et villages de France. Si l'on sait que le plan de voies de circulation à Paris, conçu en 1960, et loin d'être achevé, représente à lui seul plus de 10 milliards de francs et que les projets inscrits au V^e Plan sont fort maigres, on prendra l'exacte mesure du fossé qui existe entre les projets et la réalité. Les « objectifs 1975 », prévus par le District, reprennent purement et simplement les projets du V^e Plan, ce qui suppose que

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUP 19-20
Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV^e) Tél. : FON 22-60

Publicité : Geneviève Mesgutche 6, Avenue du Maine Paris-14^e Tél. : LIT 19-39
Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris
Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F

Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 62-61, rue La Fayette Paris (9^e)

tout le reste devra être fait entre 1970 et l'An 2000.

Il suppose une politique foncière efficace, ce qui n'est guère le cas aujourd'hui, les Z.U.P. et les Z.A.D. étant détournées de leurs buts. En outre, la C.F.D.T. le soulignait récemment, il y a eu des fuites, et la plupart des zones à urbaniser prochainement ont déjà fait l'objet d'achat de la part de gros groupes financiers. Dans la région de Trappes, par exemple, d'importants achats auraient été opérés, notamment par la Banque Rothschild. A côté de Maurepas, au lieu-dit « la Ferme de l'Ajot », c'est une opération Riboud qui aurait eu lieu — Riboud étant également directeur de l'Antar — portant sur plus de 150 hectares. Ces achats influenceront sur le prix des terrains dans les Z.A.D., même quand ils ne seront pas comptés dedans.

III. — Pour un contre-projet régional

Ces remarques illustrent assez l'anarchie qui règne dans la région parisienne comme, sur le plan national, dans le domaine de l'aménagement du territoire. En fait, il faudrait :

1 Une véritable planification démocratique tenant compte des besoins de la population comme des perspectives économiques envisagées sans incessantes références aux Etats-Unis, donnés comme un exemple et un objectif (notamment pour la circulation automobile).

2 En ce sens, un contre-plan régional doit être élaboré, complet, tenu des objectifs nationaux du contre-plan que le P.S.U. a déjà proposé à la discussion des autres forces socialistes (document joint). En effet, l'importance des crédits à mettre en œuvre pour l'aménagement du territoire, à Paris comme ailleurs, suppose des choix d'ordre politique (diminution des crédits militaires au profit des investissements, notamment).

3 D'autre part, parmi les mesures indispensables pour rendre la planification applicable — ce qui n'est pas le cas dans le régime « nègre-blanc » que connaît la France aujourd'hui — il faudrait réaliser rapidement d'importantes réformes de structures : nationalisation des banques d'affaires, établissement d'un service national du logement, collectivisation et municipalisation des sols à bâtir, etc.

En attendant et pour la région parisienne, le P.S.U. propose la mise en place d'un relais démocratique et, notamment :

La création d'une commission régionale largement ouverte aux élus départementaux, aux maires et aux représentants des forces vives de la région (syndicats en particulier, associations d'usagers, etc.), où pourrait être discuté et élaboré un contre-projet au schéma directeur et aux « objectifs 1975 ».

— les villes nouvelles devant, par exemple, être gérées par un conseil composé en majorité des élus des communes actuelles.

C'est seulement grâce à la confrontation de toutes les idées et à la définition d'une politique précise et de ses moyens d'application que le Paris de l'An 2000 sera une véritable « ville nouvelle » où le plus grand nombre pourra enfin vivre et réaliser la cité socialiste de demain, seule alternative possible à celle que le capitalisme prépare.

La diffusion, dans trois ou quatre mois, de ce contre-projet, afin d'apporter, notamment au Comité Consultatif économique et social et aux démocrates qui y siègent, des éléments de réflexion supplémentaires et des options économiques précises, tout en fournissant aux maires et à la population les moyens de s'exprimer, ce que leur refuse le pouvoir.

Le P.S.U. prendra tous les contacts nécessaires afin de permettre le fonctionnement de ce relais démocratique indispensable dans le régime technocratique actuel et s'engage pour sa part à mettre tous ses spécialistes et ses responsables à la disposition de cette commission régionale et de faire en sorte que de telles initiatives soient prises en province.

Nouvelles réflexions à propos du schéma directeur de la région parisienne

Le problème de la région parisienne s'inscrit dans une perspective politique générale.

On ne peut l'isoler des problèmes généraux de l'aménagement du territoire français et même du territoire européen. On ne peut surtout séparer les immenses ambitions du schéma directeur de la politique gouvernementale, surtout en matière d'investissements. Comment dégager les dizaines de milliards de nouveaux francs nécessaires, si l'on poursuit la politique d'austérité sur les investissements productifs tout en élevant sans cesse les investissements improductifs, surtout militaires ? Comment établir un calendrier des opérations et de leur financement, quand on sait quelle est la pauvreté des réalisations prévues au V^e Plan ? Dans le cadre du profit capitaliste et de la politique gaulliste le schéma directeur peut-il avoir d'autre valeur qu'une déclaration d'intention qui restera toujours éloignée de la réalité et qui relève plutôt de l'opération publicitaire que d'un choix politique volontariste ?

C'est pourquoi le contre-projet régional que le P.S.U. a l'intention de travailler s'inscrit dans le cadre du

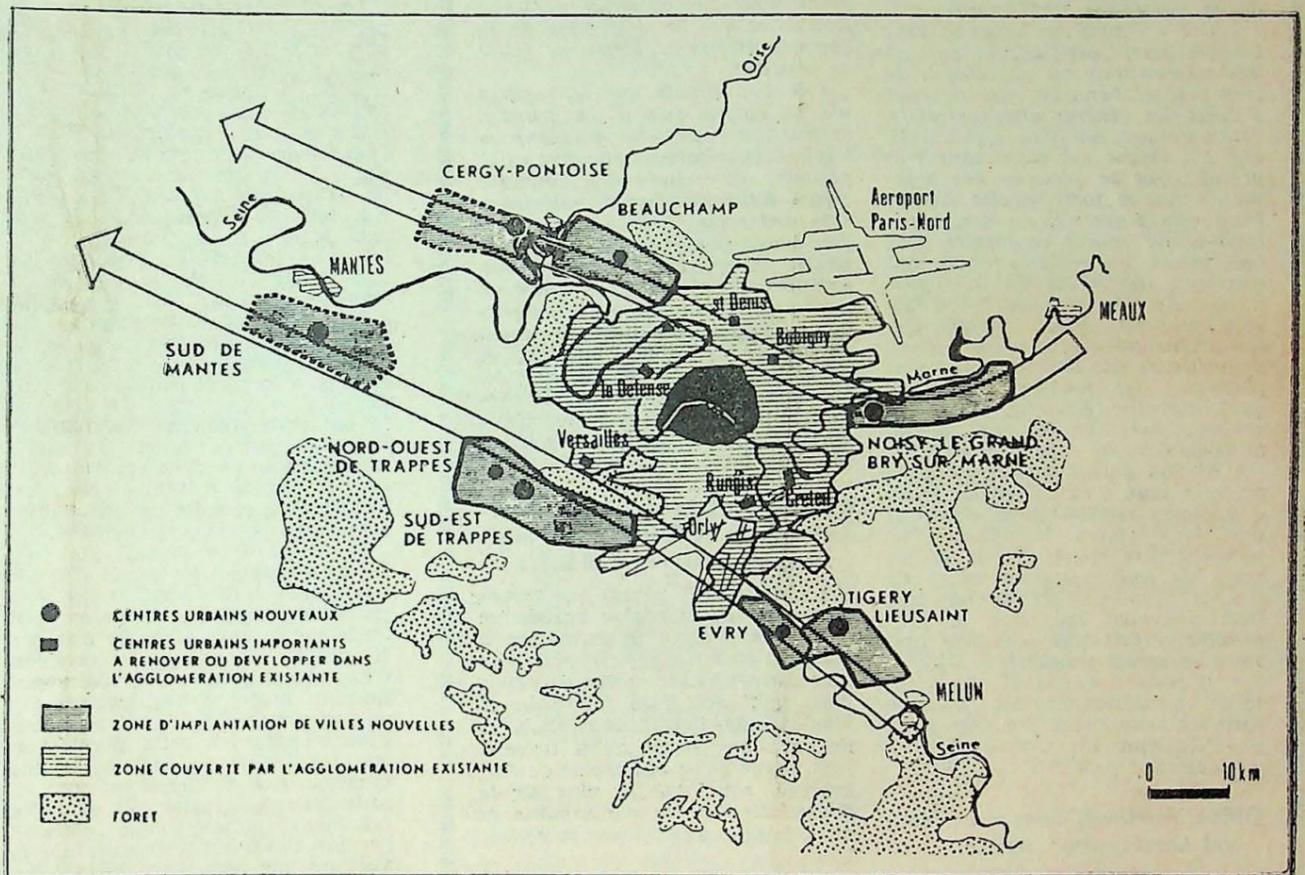
velles ou dans les cités rénovées si l'on abandonne encore plus l'achat des terrains et la construction des logements à des groupes privés intéressés surtout aux opérations à haut standing et à plus haute rentabilité capitaliste ? Déjà le déséquilibre se fait de plus en plus grave dans la région parisienne entre la construction freinée des offices publics et la construction privée, entre la construction locative et la construction en accession à la propriété. Rien dans les intentions du district ne permet d'espérer qu'on va « renverser la vapeur ».

Sans argent, comment ces mêmes échelons de la puissance publique pourront-ils mettre en place les équipements collectifs socio-culturels qui feraient des villes nouvelles de « nouveaux cœurs de ville » comme l'écrit le schéma directeur ? Si les promoteurs privés construisent des grands ensembles et que, dans le même temps, les collectivités publiques ne peuvent ni acquérir les terrains, ni construire les équipements scolaires de tous niveaux, les foyers, les équipements culturels, les équipements hospitaliers, on ne bâtera pas le Paris

profit capitalistes dans les zones préférentielles fixées par le schéma directeur. Les seuls exécutants du plan seront donc les spéculateurs. Les investissements privés ne se fixeront en effet selon les axes préférentiels du schéma que dans la mesure où l'Etat continuant à se déposséder lui-même selon un processus déjà largement entamé, offrira aux groupes financiers des libertés ou des avantages sans cesse grandissants, pour qu'ils aillent là plutôt qu'ailleurs.

Au cours de la conférence de presse nous avons aussi amorcé une critique plus détaillée et plus technique du schéma. Il aurait été ridicule de présenter déjà un contre-projet complet, face à un document très abondant, résultat de nombreux mois de travail, de plusieurs dizaines de fonctionnaires, ayant accès à tous les documents. Surtout nous avons insisté sur la nécessité d'assurer un relais démocratique pour répondre au mépris dans lequel le pouvoir gaulliste a tenu les « intermédiaires » représentant les besoins de la population.

Nous avons annoncé notre décision de proposer la création d'une commission régionale, largement ouverte aux élus départementaux, aux maires et aux représentants de la population de la région — syndicats, groupements divers, associations d'usagers — commission où pourrait être discuté le contre-projet. La diffusion



contre-plan national, tel que notre Parti l'a présenté à la fin de l'année dernière. Il s'agit de montrer qu'à partir d'une autre répartition des masses budgétaires et donc d'autres choix politiques, une autre vision du Paris de l'an 2000 est possible et qu'elle implique, dès aujourd'hui, des investissements considérables et des réformes de structures très profondes.

Le schéma directeur pose aussi avec acuité le problème des rapports de la puissance publique et des puissances privées. Il suppose avant tout une politique foncière efficace, ce qui n'est guère le cas aujourd'hui. Les zones à urbaniser en priorité (Z.U.P.), les zones à aménagement différé (Z.A.D.) n'ont pas rempli le rôle ambitieux qu'on leur avait attribué. Déjà, la plupart des zones à urbaniser prochainement ont fait l'objet d'achats de la part de gros groupes financiers. La préparation du « schéma directeur » ne s'est pas faite sans « indications calculées » qui continuent de servir de guide à la spéculation. Mais surtout, faute de crédits, de quelle manière les administrations publiques, les collectivités locales pourrissent-elles se constituer les portefeuilles fonciers indispensables qui seuls juguleraient la spéculation privée ?

Comment les classes laborieuses seront-elles logées dans les villes nou-

velles, prophétisé par les services de M. Delouvrier, mais une nouvelle série, infiniment triste et infiniment inhumaine de ville-dortoirs, sous-équipées. Les spéculations généreuses du projet sur le « bonheur de l'homme » ne resteront alors qu'un bavardage stérile, sinon hypocrite.

Alors que l'actuelle politique de la décentralisation d'usines n'obtient que des résultats très réduits, comment le Pouvoir peut-il contraindre le patronat privé à orienter l'implantation des entreprises et donc la création d'emplois dans les zones choisies par le schéma directeur et non sur d'autres emplacements ? Ce problème ne se pose pas seulement au niveau interne de l'agglomération où il faudrait développer prioritairement la région Est ; comment aussi fixer les industries sur les plateaux, en stoppant leur habituelle tendance à s'implanter dans les vallées que l'on déclare vouloir laisser aux loisirs ?

Au nom de quelle législation autoritaire, un gouvernement qui procède actuellement surtout par dérogations vis-à-vis des règles qu'il a lui-même édictées, pourrait-il contraindre les spéculateurs fonciers, les promoteurs, les industriels ? Plus exactement, faute de développer la puissance publique et de lui donner les moyens de réaliser, le Pouvoir n'a pas d'autres ressources que de déclencher les mécanismes de la spéculation et du

dans 3 à 4 mois de ce contre-projet apporterait des éléments de réflexion et d'action, notamment aux démocrates qui siègent au sein du Comité consultatif économique et social. Les maires, la population auraient les moyens de s'exprimer que leur refuse le Pouvoir. Des contacts sont déjà pris pour réaliser cette intention, malgré l'interruption des vacances.

Des réactions ont déjà eu lieu, celles d'une excellente conférence de presse, de la C.F.D.T., celles des maires de la région Sud-Ouest, de Versailles. Le P.S.U. a été le premier parti politique à s'exprimer officiellement sur le schéma. Mais tout cela n'est que le commencement d'une action qu'il faut poursuivre et intensifier.

Georges Gontcharoff.

En page 6

Quelques réactions relevées dans la presse

SUR LE PROJET D'AMENAGEMENT

QUELQUES RÉACTIONS RELEVÉES DANS LA PRESSE

Yves Serge, dans « Témoignage Chrétien » :

« ... Comment réalisera-t-on ce plan et les autres ? Avec quels crédits ? Par quel moyen ? Et combien de temps faudra-t-il encore vivre dans l'anarchie d'aujourd'hui ? »

« Si aucune mesure d'envergure n'est prise, c'est-à-dire si l'on ne donne pas la priorité absolue à ce genre d'investissements, ce qui implique un choix politique évident, ce schéma ne sera qu'un projet de plus. On ne sait, du reste, ni exactement quand et comment il s'appliquera, ce qui laisse aux spéculateurs, généralement bien informés, tout leur temps... »

Michel Ragon, dans « L'Express » :

« Il semble que l'on se soit égaré en prenant modèle sur les Etats-Unis. Partant du principe que la France est actuellement vingt ans en retard sur les Etats-Unis, on a calculé que, dans vingt ans, les Français vivraient comme vivent les Américains actuels. C'est faire piètre cas du progrès technique et de la puissance de l'imaginaire... »

« Ces « cœurs des villes », dont l'emplacement est fixé, comportent des réservations ou piquetages de terrains, à l'endroit où devront s'élever les centres administratifs, commerciaux, industriels, culturels, etc. Un risque est cependant très grand : que la poussée des logements soit si forte qu'elle étouffe les « cœurs des villes » avant que ceux-ci ne soient construits. Car qui paiera les espaces verts, qui achètera les forêts de la région parisienne qui, presque toutes, sont propriété privée, avant que les arbres ne soient coupés pour y construire des lotissements ? Qui financera les musées, bibliothèques, terrains de jeux, etc. ? Le schéma directeur ne fait qu'une allusion discrète à ce problème... »

« Si l'on devait mettre en pratique le plan d'extension de Paris à quatorze millions d'habitants et que les « cœurs des villes » ne puissent être construits, si, en un mot, les huit nouvelles villes de 400.000 habitants devaient être huit nouvelles Sarcelles, la plus grande catastrophe de notre histoire se serait produite... »

« Il reste à savoir si une véritable planification est possible sans socialisme et si l'on peut faire de l'étatisme en attendant tout des capitaux privés. »

Gilles Martinet, dans « Le Nouvel Observateur » :

« Le schéma pour être vraiment exécuté implique que l'expropriation puisse devenir la règle et non l'exception. Il suppose également que l'on obtienne un abaissement des coûts de la construction, c'est-à-dire que l'industrie du bâtiment soit rationalisée, regroupée et placée sous le contrôle du secteur public. Il entraîne, enfin,

la nationalisation des banques d'affaires, pièces maîtresses du dispositif capitaliste dans ce secteur. Tout cela est évidemment impensable aujourd'hui et sous ce régime... »

« Le régime trouve absolument naturel que l'avenir de quatorze millions d'hommes et de femmes soit réglé par quelques hauts fonctionnaires assistés d'une majorité de conseillers aux ordres. Il n'envisage pas une seconde que cette nouvelle réalité politique économique et sociale que constitue le District parisien puisse disposer d'une Assemblée élue et que la désignation de cette Assemblée puisse être l'occasion de débattre des grandes orientations régionales et locales. C'est ici que l'on perçoit le mieux la véritable nature du gaullisme ; et c'est peut-être ici que la gauche est le mieux placée pour relever le défi... »

Guy Muller, dans « Le Monde » :

« Ce schéma, dont les objectifs généreux sont certains, pourra-t-il s'inscrire sur le terrain en moins de quarante ans, quand on pense, par exemple, qu'il en aura fallu vingt pour déplacer les Halles à Rungis et que la rénovation de la capitale traîne en longueur faute de crédits ? »

« Si l'on ajoute que ce schéma n'a de valeur que si les grandes métropoles régionales doublent ou triplent elles-mêmes pendant cette période, on comprendra l'énorme effort d'investissement qui devra être entrepris. Cela suppose que l'on donne pour l'ensemble du territoire une priorité absolue aux équipements et que l'on trouve de nouvelles formules de financement. C'est une affaire de choix politique au niveau national, et puisqu'il n'est pas possible de tout entreprendre à la fois, il est certain que d'importants sacrifices devront être consentis dans d'autres domaines... »

« Cadres et profession », journal de la Fédération des ingénieurs et cadres C.F.D.T. :

« (La C.F.D.T. pense) que l'aménagement de la région parisienne n'est pas destiné à permettre à quelques-uns de gagner plus vite plus d'argent avec moins de peine, mais qu'il doit être fait pour le bien-être des habitants et, d'abord, de ceux qui, parce qu'ils travaillent, souffrent le plus de la dégradation de la vie urbaine et de l'absence d'équipements collectifs. »

« Les premiers travaux financés par le District, comme le programme décennal encore à l'étude... (reviennent) à construire en priorité des équipements qui servent à un dixième de la population et à sacrifier les neuf autres dont les déplacements obligatoires se font dans des conditions de plus en plus pénibles... »

gais équivalents au Phantom américain. Ils ont demandé par ailleurs aux gouvernements français et britannique d'examiner de toute urgence le projet d'un avion de transport de 250 passagers.

Il s'agit, tout en sauvegardant les possibilités d'emploi dans l'aéronautique, de s'opposer à la mainmise américaine sur le marché européen, c'est-à-dire concrètement de défendre l'indépendance de l'Europe.

VOTE DU PROJET DE RÉFORME DES COMITÉS D'ENTREPRISE

En dépit du vote défavorable du Conseil économique et social — sous l'influence des représentants du patronat — le gouvernement a fait approuver par l'Assemblée nationale son projet de réforme des comités d'entreprise. Nous avons souligné ici la portée limitée de ce projet, considéré comme assez positif par les syndicats, en raison notamment du crédit d'heures accordé au représentant syndical dans l'entreprise, disposition qui motivait principalement l'opposition patronale. Par contre, les centrales syndicales critiquaient l'obligation de discrétion à laquelle sont soumis les délégués au C.E., ce qui risque de rendre inopérante la consultation des comités sur les mesures de licenciement (autre disposition essentielle du projet).

Naturellement, les représentants de la majorité ont cherché à placer ce boni de renforcement des pouvoirs des C.E. dans un contexte rappelant plus ou moins « l'association du capital et du travail » chère aux gaullistes « La lutte des classes est une notion périmée... », a affirmé M. Caille, rapporteur U.N.R. du projet, qui a parlé de « renforcer la qualité et l'efficacité du dialogue en l'adaptant aux exigences d'une société industrielle nouvelle. » Il a déclaré toutefois que l'expérience des comités d'entreprise était « un demi-succès », rejetant les responsabilités des insuffisances à la fois sur le patronat et les syndicats. Mais il a dû reconnaître que la loi était loin d'être appliquée partout : sur plus de vingt-trois mille établissements de plus de cinquante salariés, il n'en existe guère que trois mille comprenant des comités fonctionnant normalement !... A cet égard, c'est bien la responsabilité du patronat qui est en cause, de même que là où il y a, comme chez Michelin, accaparement des œuvres sociales par la direction de l'entreprise (on sait que le comité d'établissement vient d'engager à ce sujet un nouveau procès contre la société Michelin).

Le ministre du Travail, de son côté, s'est opposé au cours du débat aux amendements déposés par les députés de l'opposition : augmentation de la cotisation patronale aux comités, mise à la disposition de ceux-ci d'experts-comptables agréés, application du projet à l'agriculture, ainsi qu'aux secteurs public et nationalisé. Pour s'opposer à cette dernière mesure, le ministre a invoqué la participation des syndicalistes aux conseils d'administration des entreprises publiques, oubliant que ceux-ci n'avaient guère d'autonomie par rapport au gouvernement (l'exemple du Conseil de l'O.R.T.F. est significatif).



(Photo Agip.)

GRANDVAL : Pas d'amendements s'ils viennent de l'opposition.

Toutefois, la procédure du vote bloqué imposé par M. Grandval avait aussi pour but de se protéger des amendements d'un certain nombre de députés de la majorité, U.N.R. et surtout indépendants, hostiles au crédit d'heures accordé au représentant syndical et, d'une façon générale, à tout ce qui pouvait limiter l'autorité patronale.

A noter que les représentants de la S.F.I.O. ont voté le projet, tandis que ceux du P.C., considérant que le texte contenait « du bon et du mauvais » s'abstenaient. M. C.

« Tribune Socialiste »

Notre camarade Harris Puisais, directeur de Tribune socialiste, effectue depuis trois semaines une mission économique en Pologne et en Tchécoslovaquie. Il sera encore absent pendant le mois de juillet. Pendant son absence, la direction du journal est assurée par Gérard Constant, membre du Comité politique national.

Le Comité de rédaction.

Ardennes :

élection partielle à Fumay

Un candidat élu au mois de mars ayant été invalidé, on a voté pour élire un conseiller municipal. Notre camarade, le docteur Lambert, a obtenu 192 voix sur 1.065 suffrages exprimés (18 %).

LES CAUTIONS SOCIALES DU M.R.P.

Le M.R.P. se dit volontiers social, voire même socialiste... l'espace d'un congrès. Mais les militants de l'aile gauche du Mouvement se font donner sur les doigts lorsqu'ils prennent des positions trop en flèche.

C'est ainsi que Jean Mercier, militant de la C.F.D.T., qui joua un rôle actif dans le conflit Peugeot, responsable des équipes ouvrières de la région de Montbéliard, vient d'être exclu de la Fédération du Doubs dont le secrétaire est Marcel Compagne, un industriel... Cinquante démissions ont suivi cette exclusion. On reproche à Jean Mercier d'avoir refusé de soutenir aux dernières élections cantonales un candidat officiel de la Fédération qu'il juge trop peu social.

Un militant qui ne risque pas de connaître le même sort, c'est Théo Braun, ancien vice-président de la C.F.T.C. — dont nous avons déjà parlé — et secrétaire du fameux « Centre des Démocrates ». En cette qualité, il présidait récemment la Journée des élus démocrates, à laquelle participaient bon nombre d'hommes jadis sympathisants de l'O.A.S., tels que Bernard Lafay, et des Indépendants, comme Mignot, maire de Versailles.

Partisan de la Fédération defferriste, Théo Braun n'a pas signé après l'échec de celle-ci le texte qui a valu à Jean-Pierre Prévost de perdre son poste de rédacteur en chef de l'hebdomadaire « Forces Nouvelles ». Il ne tient pas à se brouiller avec son ami Pflimlin, avec lequel il fut élu conseiller municipal de Strasbourg, en compagnie de quelques U.N.R... Mais l'opposition se comporte bien avec le régime !

M. C.

COOPÉRATION SYNDICALE FRANCO-BRITANNIQUE

Dans l'Europe en construction, face aux trusts et aux cartels internationaux, l'unité d'action entre les syndicats des différents pays est une nécessité. Le récent congrès de la C.G.T., tout en maintenant son hostilité de principe au Marché commun, l'a reconnu.

Mais ce qui est valable dans le cadre de la « petite Europe » pourrait l'être demain dans le cadre d'une Europe élargie comprenant la Grande-Bretagne. L'affaire du « Concorde » a déjà fourni l'occasion d'un premier exemple de coopération entre syndicalistes français et anglais. C'est, en effet, en décembre 1964 qu'une délégation de responsables C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.G.C. s'est rendue à Londres pour discuter, avec

les syndicats anglais, des problèmes concernant le « Concorde » et de la situation dans l'aéronautique.

Nouvelle manifestation de cette coopération, les représentants des organisations syndicales de la B.A.C. (British Aircraft Corporation) et de Sud-Aviation (C.G.T., C.F.D.T., F.O.) viennent de tenir un colloque à Toulouse. Fait important, les syndicalistes des deux entreprises ont estimé que les accords franco-britanniques sur le « Concorde » constituaient une étape importante dans le développement de la technologie aérospatiale en France et en Grande-Bretagne, face à la concurrence américaine. Les syndicalistes se sont prononcés en outre pour l'achat par la Grande-Bretagne d'appareils fran-

LIVRES

La cybernétique et l'humain
d'Ariel DAVID

Qu'est-ce que la cybernétique ? (1) Du grec kubernân qui signifie piloter (en anglais, governor), le terme de cybernétique a été adopté en 1947 par l'Américain N. Wiener. Ce dernier est le principal théoricien de cette science que l'on peut définir comme celle des machines qui interprètent et transmettent les ordres.

Le terme de cybernétique se trouvait déjà chez Platon où il signifiait conduite des navires, et Ampère avait également forgé ce nom en lui donnant le sens de l'art politique. Aussi bien les cybernéticiens, qui se recrutaient à l'origine dans un groupe chargé aux Etats-Unis des recherches concernant les armements automatiques, ont fait des adeptes parmi les spécialistes de nombreuses disciplines. Ceux-ci viennent chercher dans le congrès de cybernétique « une amélioration de leur technique particulière, quitte à faire avancer, ensemble, avec les autres, l'instrument général de la recherche ». Ensuite, nous dit Ariel Davis, « ils retournent le plus rapidement possible soigner leurs malades, traiter leurs criminels, organiser leurs services administratifs, reprendre leur travail de documentaliste, d'éducateur, d'urbaniste, d'économiste, de créateur de lois sociales ou tout simplement d'inventeurs de machines. »

Constituée à partir d'une réflexion scientifique sur les techniques et les machines, la cybernétique vise à des applications sociales (2). Ses théoriciens se préoccupent également des enseignements philosophiques que l'on en peut tirer, mais en liaison avec la pratique. Par exemple, à propos du gouvernail automatique, l'auteur de la cybernétique et l'humain remarque que « du moment où l'on s'aperçoit que l'intermédiaire (le chef pilote qui, sur le navire, transmet les ordres du capitaine à l'homme de barre) pouvait être remplacé par une machine, l'idée s'introduit de la machinalité du pilote humain lui-même ».

L'homme n'est-il qu'une machine perfectionnée qui, d'ailleurs, dans son activité quotidienne, peut être remplacé avantageusement par des machines intermédiaires toujours plus parfaites ? Tel est le problème qu'Ariel Davis pose dans ce curieux petit livre qui se veut une introduction à la cybernétique et qui n'exige aucune connaissance particulière. L'auteur ne prétend pas pour autant résoudre la question des buts qui poussent l'homme à construire des machines capables de pensées semblables aux siennes. Selon la préface de Louis Couffignal, le livre d'Ariel Davis aurait surtout une vertu négative : il dirait « ce que n'est pas l'être humain », laissant à un ouvrage le soin de dire ce que l'on peut penser de l'homme.

Un parti pris matérialiste

A grand renfort de citations littéraires, d'exemples tirés du développement des machines automatiques et aussi du progrès des sciences humaines, Ariel Davis s'emploie à ruiner une certaine conception de l'homme fondée sur l'idéalisme.

Dès l'introduction, il affiche un parti pris matérialiste : « Tout ce que nous savons des êtres vivants se range dans les sciences de la matière. Seule la partie encore inexplicable garde des apparences de vie ; mais ce ne sont qu'intentions, hypothèses, idées générales. Dès que l'on réussit à connaître quelque chose, la vie s'en retire, comme les « yeux » de la soupe devant la cuiller de l'enfant ».

Selon l'auteur, le cybernéticien suc-

cède au magicien et au technicien ; il unit « à une technique extrêmement ambitieuse les buts quasi illimités du magicien : changer un homme en femme, atteindre la lune, déceler la matière et bien d'autres ». Sa devise est : « C'est probablement faisable. »

En somme, l'utopie ne lui fait pas peur. Ariel Davis n'a que raillerie pour un certain humanisme qui prétend sauvegarder le rôle irremplaçable de l'homme dans tel ou tel domaine particulier. Qui a dit : « Il n'y aura jamais de machine à traduire ? » C'est N. Wiener, le fondateur de la cybernétique (...) Comme beaucoup de savants, N. Wiener était à la ville un humaniste imprudent (...) L'argument le plus malheureux, le plus dangereux, celui que l'on devait craindre le plus, est bien la phrase : « Il n'y aura jamais de machine à faire ceci ou cela. » Il suffit de l'avoir dit pour que, six mois plus tard, la machine soit inventée.

Mais cet optimisme scientifique n'exclut pas la modestie, face à un réveil des superstitions, à un retour aux rebouteux, conséquences d'une crise de croissance de la science : « Au XIX^e siècle, la science parlait haut. Quelques succès avaient tourné la tête du siècle. On avait réussi à guérir — pour la première fois scientifiquement — quelques maladies, et l'on était assuré d'avoir déjà l'instrument de guérison de toutes les autres. La Médecine actuelle plus modeste en paroles et tout en doutant d'elle-même, guérit un nombre beaucoup plus grand de maladies. »

D'une façon générale, reprenant le schéma cartésien qui repose sur le dualisme de l'esprit et de la matière, l'auteur assure que l'un recule au profit de l'autre, au fur et à mesure que progressent les connaissances humaines et leurs applications pratiques : « Une bonne partie de l'esprit a quitté l'homme (sous forme de machines à calculer) pour se ranger dans la zone des machines humaines matérielles. L'ancienne division esprit-corps perd ainsi une partie de son sens ou demande à être précisée. »

Supériorité des machines

Ariel Davis s'emploie à montrer la supériorité des machines automatiques sur l'homme dont les limites apparaissent ainsi cruellement. Il insiste sur l'importance de la fusée à tête chercheuse, des machines qui se dépannent elles-mêmes. « De toute façon, les machines sont ou peuvent être bien supérieures aux hommes, en ce qui concerne les fonctions de surveillance et de dépannage. Les avertisseurs d'incendie sont préférables aux surveillants humains. Si l'on remplaçait les garde-barrières par des appareils automatiques robustes et bien conçus, les accidents se résorberaient presque entièrement ».

On peut d'ailleurs concevoir des machines construites encore plus ingénieusement que le cerveau humain.

D'autre part, ce dernier fait de plus en plus appel au calcul pour atteindre certains buts. C'est ainsi qu'avec la recherche opérationnelle, « la plupart des opérations qui exigeaient le flair du grand administrateur, le sens de l'organisation, le génie du stratège, sont repris rationnellement. » On aboutit ainsi, avec les progrès de l'automatisme, à « une véritable chasse à l'homme dans l'usine » : « Le corps humain est le seul point faible d'un ensemble mécanique. Ce n'est qu'au moment où le dernier homme aura été chassé de l'usine que l'on pourra envisager le perfectionnement harmonieux et sans limite de l'ensemble des machines. »

De nombreux cybernéticiens distinguent la pensée algorithmique, c'est-à-dire régulière et mécanisable de la pensée hémistique, celle qui se caractérise par l'inspiration. La part de celle-ci est parfois très faible dans les inventions : « Thomas Edison avait « inventé » le filament au carbone de la lampe électrique, en essayant au hasard toute une suite hétéroclite de corps chimiques : 10 % d'inspiration, disait-il, 90 % de transpiration ». Peut-on résorber le 10 % en créant un homme extrêmement mécanisable, « à l'aide du langage et de la technique actuels et sans l'introduction d'aucune nouveauté aberrante ? » En

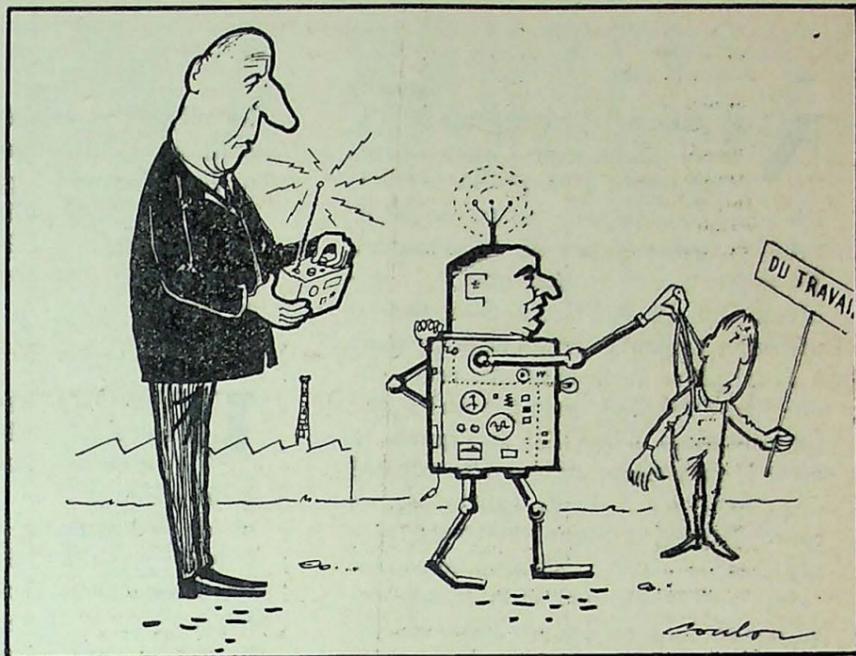
fait, il n'y aurait alors plus d'hommes.

Pourchassant l'humain à l'aide de la technique, le cybernéticien est semblable à Don Juan à la recherche de l'honnête femme : « Le monde est plein de femmes fidèles, mais Don Juan ne le voit pas. » Ceux qui pourront relayer la recherche cybernétique seront probablement les tenants des sciences humaines ou des activités techniques « à lecture pour autrui » : médecins, éducateurs, juristes, tous ceux à qui un contact prolongé avec « l'irréductible et le borné », aura laissé sur les doigts quelques poussières d'humain. »

Dans cet ordre d'idées, le cybernét-

machine. Cela consistera seulement à donner un peu de vue aux aveugles, un peu de vitamines aux scorbutiques, un peu de culture aux analphabètes, des traitements médicaux aux fous, aux criminels, aux enfants délinquants, des mains aux mutilés. Jusqu'au jour où les mains artificielles des mutilés deviendront si bonnes que nous abandonnerons nos propres mains pour en acquérir de semblables. »

On verse largement ici dans l'anticipation, comme lorsque Wiener, cité par l'auteur, prévoit la destruction de l'humanité par l'éclatement du système solaire, ou par la mort thermique de l'univers, et l'autre la pos-



Le cybernéticien, l'être cybernétique et l'être si berné...

ticien se plaît à souligner l'influence de la médecine sur le droit qui se traduit, notamment en criminologie, par l'aménagement du Droit pénal, la substitution progressive du médecin au jury.

Par ailleurs, la science peut réaliser l'égalité conçue par le droit, de façon abstraite, en corrigeant les irrégularités naturelles : « Nous pourrions donc aider les incapables provisoirement privés de leur part de

sibilité de quitter ce même système solaire.

En attendant que ces perspectives grandioses se réalisent — si elles se réalisent jamais — ce petit livre au style imagé, encombré de références littéraires, nous donne une leçon de modestie.

M. C.

(1) Collection Idées.
(2) Réf. N. Wiener : Cybernétique et Société (traduction française, collection 10-18).

L'ouvrage de base de toute bibliothèque

LE LITTRÉ
la seule édition intégrale et conforme du célèbre DICTIONNAIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE (Edition Gallimard Flachette)

L'ENTHOUSIASME DES ÉCRIVAINS !
"Une extraordinaire réussite, ce Littré".
JEAN PAULHAN
de l'Académie Française
"Par sa forme inhabituelle, il sera facile à loger dans les bibliothèques et à portée de la main. C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire".
MAURICE GARÇON
de l'Académie Française
"Un cadeau royal et précieux".
FRANÇOIS MAURIAU
de l'Académie Française
"Bravo pour le Littré ! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où déborde le mot cherché, la reliure ; tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire".
MARCEL JOUHANDEAU
"L'enveloppe nouvelle, sous laquelle se présente un texte reproduit avec vénération, n'est pas une des moindres joies que procure aux lecteurs ce roman d'aventures - les aventures de la langue française".
RAYMOND QUENEAU
de l'Académie Goncourt

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII^e)
(Valable seulement pour la France Métropolitaine)
Veuillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerai (cocher la case figurant devant la formule choisie)
 comptant à réception des volumes : 406 Fr.
 en 3 versements mensuels de : 135 Fr. 35
 en 10 versements mensuels de : 45 Fr.
Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et serai en ce cas libre de tout engagement.
Nom.....Profession.....
Adresse.....Signature.....
N° C.C.P. ou bancaire.....
T.S. 6

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE 15-04
Permanent de 14 h. à 24 h.
Semaine du 7 au 13 juillet
ALPHAVILLE

REFLEXIONS

par TANGUY-PRIGENT

NOS camarades savent que M. Pisani, ministre de l'Agriculture, s'est rendu à Saint-Pol-de-Léon, Finistère, en mai, sur invitation de la S.I.C.A., présidée par M. Gourvenec. Ils doivent savoir aussi que les nombreux élus du P.S.U. du Nord-Est finistérien avaient répondu négativement à l'invitation de la S.I.C.A., précisant que leur attitude n'était pas dictée par un sentiment d'hostilité à l'égard de cette organisation, mais par la volonté de n'avoir pas l'air de cautionner — toute discussion étant exclue du programme — une politique gouvernementale contraire aux intérêts des travailleurs de tous les secteurs et singulièrement à ceux des producteurs agricoles.

C'EST au sujet de la politique économique du Pouvoir dans le secteur de l'Agriculture et celui de l'Alimentation que je crois utile de consacrer quelques articles dont celui-ci est, en quelque sorte, le préambule.

La loi d'orientation agricole n'est pas appliquée, ce qui contraint les producteurs à essayer de trouver au sein même de la profession, sans structure nationale de soutien, des solutions fragmentaires qui ne sont souvent que des tentatives de parade sans efficacité. Plus grave encore, cette situation à laquelle les cultivateurs sont acculés aigrit leurs rapports internes entre organisations et constitue un danger de glissement vers un corporatisme étroit. Nous avons eu droit ainsi à « La Guerre des Drageons », ridicule, triste et souvent douloureuse où, le « marché noir » aidant, tout le monde a été perdant. L'intérêt que le Pouvoir porte à une importante région du pays et à un secteur d'activités économiques important a été spectaculaire, mais uniquement par l'envoi d'imposants contingents de C.R.S., heureusement fort calmes.

PROCHAINEMENT, je traiterai d'autres éléments de cette politique agricole et alimentaire et aborderai le fameux problème de l'Aménagement du Territoire.

Aujourd'hui, je voudrais contribuer à convaincre qu'il est de plus en plus urgent de faire un certain nombre de choses audacieuses, tout en détectant

les pièges ; et cela dans plusieurs domaines. N'attendons pas, pauvres « Jean-Foutre », que soit constituée (sans supranationalité), cette Europe de l'Atlantique à l'Oural, que tous les gens avertis sentent très proche, n'est-ce pas ?

D'ABORD, quelques considérations générales.

Sur le plan politique (*c'est-à-dire de la gestion générale de l'intérêt de tous dans un monde où les faits économiques et techniques dominant de plus en plus l'évolution de la société*), il faut être d'une mauvaise foi sans limites ou un infirme cérébral pour ne pas comprendre que les solutions — que la solution socialiste — s'imposent. S'il est, hélas ! vrai qu'hier, seuls les êtres clairvoyants et généreux dénonçaient le régime capitaliste spéculatif entraînant la misère dans l'abondance, les crises et les guerres, il apparaît brutalement aujourd'hui qu'ils avaient raison et qu'au cas où, par malheur, le monde ne s'engagerait pas rapidement, progressivement mais sans artifices, dans la voie conduisant à la formule socialiste : « *A chacun selon ses besoins* », le drame, un drame impossible à décrire, sera au bout. Deux milliards et demi d'êtres humains sur trois milliards et demi ne vont pas accepter longtemps (toutes forces de frappe et moyens nucléaires considérés) de « crever de faim devant un tas de blé » (Gustave Rodrigues), ou devant des « excédents » d'autres denrées alimentaires qu'on détruit ailleurs ou jette à la mer.

Les « trouillards » devraient joindre maintenant leurs efforts à ceux des socialistes authentiques qui suivent la trace d'ainés perspicaces, courageux et altruistes.

IL m'arrive quelquefois de m'étonner que certaines choses doivent être dites alors qu'elles crèvent les yeux, ou sont faciles à démontrer, avec ou sans documents comme les écrits de Karl Marx et la Sainte Bible.

Dans la salle d'attente de mon bureau de Morlaix, j'ai placé un petit document citant, on s'en étonnera peut-être, quelques paroles du chanoine Chevrot sur les « *causes véritables des conflits* ». C'est pris dans un sermon prononcé à Notre-Dame de

Paris... et cela coïncide assez bien, langage à part, avec la thèse socialiste sur l'origine des guerres. J'ai mis comme titre : « *Quand des pratiquants sont chrétiens, ils sont socialistes.* »

Si beaucoup de pratiquants ne sont pas véritablement chrétiens, il est vrai aussi — je le dis avec le même regret — que trop de prétendus socialistes ne sont pas socialistes. Et cela m'amène à conclure par les considérations qui sont le principal objet de ce premier article.

Dans des conversations privées, dénuées de passion, la mauvaise foi absente, il se trouve que 75 p. cent des hommes et des femmes sont d'accord sur les positions fondamentales des socialistes.

Pourquoi donc n'avance-t-on pas ? Pourquoi le Socialisme a-t-il jusqu'ici, partout, échoué en profondeur ? Il y a des causes multiples, certes. Les plus mesquines tiennent aux petites gens, aux ambitions. Les plus efficaces tiennent au fait que les travailleurs subissent la contrainte accablante et les humiliations des possédants. Mais cela n'empêche pas que les 75 p. cent existent, renforcés chaque jour par une jeunesse alertée, consciente et courageuse.

Les échecs sont dus, en définitive, au fait que des êtres épris de justice, opposés sincèrement aux humiliations, aux effroyables passions chauvines ou racistes, c'est-à-dire des Socialistes, même s'ils l'ignorent, ont reçu des formations et des empreintes différentes. Même quand ils s'aperçoivent qu'ils sont socialistes, ils pensent qu'ils appartiennent à des « familles socialistes » différentes.

Sommes-nous capables de mettre fin à cela, de brûler les barrières et de permettre que se réalise ce à quoi nous aspirons pour notre génération et pour les suivantes ?

Le Parti Socialiste Unifié le croit et tente sincèrement d'offrir, sans esprit particulariste, les moyens de créer enfin cette puissance pour le Bien de Tous.

Ce n'est pas facile. Tout ce qui est beau et grand est souvent difficile. Raison de plus pour lutter avec ardeur et désintéressement pour une cause qu'il est possible et urgent de faire admettre.

Tanguy-Prigent.